

PRÉFET DU VAL DE MARNE

**PREMIÈRE DEMANDE CARTE DE SÉJOUR ENTREPRENEUR PROFESSION LIBÉRALE POUR
RESSORTISSANT ÉTRANGER TITULAIRE DU STATUT RÉSIDENT DE LONGUE DURÉE-UE
DANS UN AUTRE ÉTAT MEMBRE DE L'UNION EUROPÉENNE.**
(articles L 313-4 1° et L 313-10° du CESEDA)

Si vous n'avez pas toutes les pièces mentionnées, ne venez pas en Préfecture.

Liste des pièces à fournir (originaux et copies) :

Les documents étrangers doivent être traduits en français par un traducteur assermenté.

La fiche de renseignement est téléchargeable sur le site internet de la préfecture :

<https://www.val-de-marne.gouv.fr/Demarches-administratives/Etrangers/Creteil/Documents-utiles>

• **Preuve d'entrée en France dans les 3 mois qui précèdent la demande :**

Exemples : tampon/cachet d'entrée sur le passeport, billet de transport nominatif avec dates à destination de la France, etc.

• **Carte de séjour portant la mention « Résident de longue durée-UE » délivré par un autre État membre de l'UE.**

• **Justificatif de nationalité :** passeport en cours de validité (pages d'identité et de validité). À défaut : attestation consulaire avec photographie, datée de moins d'un an, faisant expressément mention de la nationalité du demandeur ou tout autre document permettant de justifier de manière probante de la nationalité (*exemples* : carte d'identité, carte consulaire, etc).

• **Justificatif de domicile (un hébergement n'est pas recevable) :**

La date du document doit être de moins de 6 mois, y compris pour un échéancier.

Exemples : facture d'électricité ou d'eau ou de gaz ou de téléphone fixe (facture de mobile non acceptée) ou d'accès à internet ou bail de location (faisant apparaître le nom et les coordonnées des parties) assorti de la dernière quittance de loyer ou taxe d'habitation, ou acte de propriété ou taxe foncière, datée de moins de 6 mois.

• **Justificatif de ressources (en euros) mensuelles, propres, stables et régulières, suffisant à son entretien et, le cas échéant, à celui de son conjoint et de ses enfants (à l'exclusion des prestations sociales et allocation), au moins égales au salaire minimum interprofessionnelle de croissance :**

Exemples : attestation bancaire faisant mention du solde ou relevé de compte, perception de pension, de rente, de bourse, de revenu mobilier ou immobilier, de retraite, de virement ou de ressource issue de l'étranger, feuille de paie d'une activité professionnelle exercée hors de France, etc.

• **Justificatif d'assurance-maladie valable pour une période d'une année :** attestation d'assurance-maladie (couverture médicale universelle (CMU) non recevable). La carte vitale ne constitue pas un justificatif d'assurance-maladie recevable.

• **Si le demandeur exerce une activité commerciale, industrielle ou artisanale :**

- **Justificatifs d'immatriculation de l'entreprise (statuts, extrait K ou Kbis) ou d'affiliation au régime social des indépendants.**

Ces documents peuvent être produits ultérieurement si le demandeur n'a pu les obtenir le jour du dépôt de la demande.

- **Documents listés par l'annexe A de l'arrêté INTV1629756A du 28 octobre 2016 relatif aux pièces à produire pour la demande de délivrance de la carte de séjour entrepreneur/profession libérale** (Journal officiel du 30 octobre 2016, disponible sur le site Legifrance : <https://www.legifrance.gouv.fr>).

- **Tout justificatif sur la viabilité économique du projet de création de l'entreprise :** *exemples* : prévisions, carnet de commandes, diplômes en lien avec l'activité envisagée, curriculum vitae, et/ou tout autre document à l'appréciation du demandeur.

TOURNEZ LA PAGE SVP

- **Si le demandeur exerce une activité libérale :**

- **Justificatif d'immatriculation à l'URSSAF** (déclaration de début d'activité URSAFF/INSEE).

- **Justification des capacités de l'activité à procurer au demandeur un niveau de ressources au moins équivalent au salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) à temps plein : *exemples* :** prévisions, carnet de commandes, diplômes en lien avec l'activité envisagée, présentation détaillée sur papier libre du projet, curriculum vitae, **et/ou tout autre document à l'appréciation du demandeur.**

Si le demandeur exerce une profession réglementée :

- **Autorisation d'exercice ou inscription à l'ordre concerné :**

Inscription en cours de validité auprès de l'Ordre, le Syndicat professionnel ou la Chambre, dont la situation relève, pour un avocat, architecte, médecin, expert comptable, guide-interprète, etc.

Preuve de l'enregistrement du diplôme auprès de l'Agence régionale de santé pour un demandeur exerçant une profession relevant du secteur médical (infirmière, kinésithérapeute, etc.).

- **Fiche de renseignements préalablement complétée, datée et signée.**

- **3 photographies, format 35 mm x 45 mm – tête nue, moins de 3 mois et ressemblantes, norme ISO/IES 1979-44-5 2005 (pas de copie).**

PRÉFET DU VAL DE MARNE

ANNEXE :

LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES À PRODUIRE À L'APPUI D'UNE DEMANDE DE CARTE DE SÉJOUR PORTANT LA MENTION ENTREPRENEUR/PROFESSION LIBÉRALE (annexe A de l'arrêté INTV1629756A du 28 octobre 2016)

Liste des pièces à fournir :

I. – Documents à produire par le ressortissant étranger pour l'exercice d'une activité commerciale, industrielle ou artisanale :

A. – Documents à produire dans tous les cas :

1. Le formulaire CERFA « commerçant, artisan, industriel » complété ;
2. S'il réside hors de France, un extrait du casier judiciaire ou pièce équivalente du pays dont est ressortissant le demandeur ;
3. S'il réside en France, un bordereau de situation fiscale relatif au paiement de l'impôt sur le revenu en France ;
4. Le cas échéant, les pièces justificatives relatives à la capacité du demandeur à exercer l'activité commerciale, industrielle ou artisanale envisagée.

B. – Documents à produire en cas de création d'activité :

1° Documents généraux :

1. Une présentation sur papier libre du projet de création, du plan d'affaires et d'un budget prévisionnel pluriannuel ;
2. Un justificatif de l'engagement de cautionnement pris par un établissement de crédit ou une entreprise d'assurance agréée pour se porter caution et ayant leur siège en France, ou une attestation de solde créditeur d'un compte au nom du demandeur ouvert auprès d'un établissement de crédit ayant son siège social en France ;

2° Documents particuliers :

a) En nom propre :

i) En cas de création d'entreprise :

Selon les conditions d'exercice de l'activité, une copie de la promesse de bail commercial portant mention de l'activité ou du contrat de sous-location portant mention de l'activité et éventuellement de l'autorisation du propriétaire des locaux ou de toute autre pièce, relative aux locaux affectés à l'activité ou une copie du contrat de domiciliation ;

ii) En cas de reprise d'un fonds de commerce :

Une copie de la promesse ou du contrat de vente du fonds ;

iii) En cas de location-gérance :

1. Une copie de la promesse ou du contrat de location-gérance ;
2. Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers du précédent exploitant (copie datant de moins de trois mois) ;
3. Une copie du bail établi au nom du propriétaire du fonds ;

b) En société :

i) En cas de création d'une société de droit français :

1. Une copie de la promesse de bail commercial portant mention de l'activité ou du contrat de sous-location portant mention de l'activité et éventuellement de l'autorisation du propriétaire des locaux ou de toute autre pièce relative aux locaux affectés à l'activité ;
2. Une copie du projet de statuts de la société faisant apparaître le projet de répartition du capital social ;

TOURNEZ LA PAGE SVP

ii) En cas de création d'une société de droit français, filiale d'une société étrangère :

1. Un justificatif de la nomination ou, éventuellement, une lettre d'intention de l'organe compétent pour la nomination ;
2. Une copie des statuts de la personne morale de droit étranger ;
3. Une copie de la promesse de bail commercial portant mention de l'activité ou du contrat de sous-location portant mention de l'activité et éventuellement de l'autorisation du propriétaire des locaux ou de toute autre pièce relative aux locaux affectés à l'activité ;
4. Une copie du projet de statuts de la société faisant apparaître le projet de répartition du capital social ;

iii) En cas de création d'un établissement d'une personne morale étrangère :

1. Un justificatif de nomination ou une lettre d'intention de l'organe compétent pour la nomination ;
2. Une copie des statuts de la personne morale de droit étranger.

C. – Documents à produire en cas d'insertion :

1. Un justificatif de la nomination ou, éventuellement, une lettre d'intention de l'organe compétent pour la nomination ;
2. Un extrait d'enregistrement de l'entreprise au registre du commerce et des sociétés de moins de trois mois ou un extrait d'inscription de l'activité au répertoire des métiers de moins de trois mois, selon le cas (copie);
3. En cas d'insertion dans une société, une copie des statuts de l'entreprise ;
4. Un bordereau de situation fiscale de l'entreprise (P 237) ;
5. Une attestation de compte à jour de l'entreprise délivrée par l'URSSAF ;
6. Si le demandeur a le statut de salarié, la copie du contrat de travail ;
7. Si le demandeur n'a pas le statut de salarié, tout élément comptable certifié attestant de la capacité de l'entreprise à procurer au demandeur des revenus au moins équivalents au SMIC.

PRÉFET DU VAL DE MARNE

FICHE DE RENSEIGNEMENTS

Attention : toutes les rubriques de cet imprimé doivent obligatoirement être complétées.

*Ce formulaire doit être rempli en caractères **majuscules**, **daté**, **signé** et **obligatoirement présenté le jour du rendez-vous***

Situation du demandeur :

Nom de naissance :
Nom d'épouse :
Prénom :
Date de naissance : Lieu de naissance :
Nationalité :
Date d'entrée en France : avec visa : B C D sans visa
Sexe : masculin féminin
Adresse (numéro, nature et nom de la voie, code postal et ville de résidence) :
.....
Chez (M./Mme, nom et prénom de l'hébergeant) :
Téléphone portable :
Téléphone fixe :
Mail :@.....
EN MAJUSCULES – **EXEMPLE** : jean.dupond@gmail.com INSCRIRE : JEAN.DUPOND@GMAIL.COM ZÉRO = Ø -TIRET: (_) (-)
8 6

Situation familiale :

célibataire en concubinage depuis le :
 divorcé(e) depuis le : veuf(ve) depuis le :
 pacsé(e) depuis le : lieu d'enregistrement du pacs :
 séparé(e) légalement..... séparé(e) de fait depuis le :
 marié(e) en e noces depuis le :
Ville et pays de célébration du mariage :

Situation de votre conjoint :

Nom de naissance :
Nom d'épouse :
Prénom :
Date de naissance : Lieu de naissance :
Nationalité :
Pays de résidence :
Titulaire d'un titre de séjour en France : non oui numéro étranger :
(09 ou 10 chiffres – Pas de lettres : exemple : 9403016071)

Depuis combien d'années justifiez-vous d'une communauté de vie avec votre conjoint :

Enfants :

	Nom	Prénom	Date de naissance	Pays de naissance	Nationalité	Pays où vit l'enfant	Scolarisé ou à charge (oui/non)
1 ^{er} enfant							
2 ^e enfant							
3 ^e enfant							
4 ^e enfant							

Membres de famille (parents, frères et sœurs) :

	Nom	Prénom	Nationalité	Pays de résidence	N°étranger ou de CNI
Père					
Mère					
Frères et sœurs					

Situation professionnelle et ressources du demandeur :

Activité salariée, précisez laquelle :

Salaires mensuel :

Promesse d'embauche

Nature de l'emploi et montant des revenus :

Activité indépendante, commerçante, artisanale

Revenus mensuels :

En recherche d'emploi

Sans activité professionnelle

Prise en charge financière

Ressources issues de l'étranger

Ressources issues de prestations sociales

Rente

Sans ressources

Retraite

En arrêt maladie

En congé maternité

JE SUIS INFORMÉ(E) QUE LES TITRES, ACTES D'ÉTAT CIVIL ET DOCUMENT PRÉSENTÉS DANS LE CADRE DE LA PRÉSENTE DEMANDE DE TITRE DE SÉJOUR FERONT L'OBJET D'UNE AUTHENTIFICATION AUPRÈS DES AUTORITÉS COMPÉTENTES OU ORGANISMES QUI LES ONT ÉMIS ET CERTIFIÉ SUR L'HONNEUR QUE MES DÉCLARATIONS SONT EXACTES ET DÉCLARE QUE MON DOSSIER DÉPOSÉ EST COMPLET.

Je soussigné, M. certifie sur l'honneur que mes déclarations sont exactes.

Date :

(JJ/MM/AAAA)

Signature du demandeur :